

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION UNSS du 23 mai 2024**

### **DECLARATION LIMINAIRE DES ELU·ES DES AS**

Les élu·es des AS tiennent d'abord à remercier la MGEN pour l'accueil et la mise à disposition de la salle pour notre réunion préparatoire de ce matin.

Nous tenons à faire part aux administrateurs.trices de l'UNSS de la colère des élu·es des AS partagée par un grand nombre de nos collègues animateurs / animatrices d'AS.

Depuis l'arrivée de la nouvelle équipe de direction à l'UNSS nationale, nous ne cessons d'alerter et de contester les décisions politiques, sportives et budgétaires portées ! Nos analyses se sont systématiquement avérées justes et pourtant la DN UNSS reste sourde et continue à mettre en danger la structure et par conséquent l'activité des licencié·es dans nos AS dans nos territoires.

Nous avons bien été associé·es à de nombreux groupes de travail auxquels nous avons toujours répondu présent·es et ce, très souvent sur nos temps personnels. Mais pourquoi continuer à y assister lorsqu'on lit des documents qui présentent des éléments qui n'ont pas été partagés et validés collectivement, voire des propositions contraires ?

Au niveau budgétaire, nous avons démontré lors de l'AG du 27 juin, que le budget prévisionnel n'était pas sincère. Ce budget a pourtant été adopté ! Bilan : un déficit budgétaire de plus de 12.3 millions d'euros. A ce rythme, combien de temps la structure pourra-t'elle survivre ?

Pour 2024-2025, quel scandale de proposer d'augmenter le prix de la licence de 2 euros et de faire porter la charge de l'inflation sur les familles alors même que les subventions ministérielles n'ont pas augmenté depuis au moins 5 ans ! Pour rappel, la subvention du ministère de l'EN représente 9% du budget national quand l'apport des familles s'élève, lui, à près de 63% ! 2.9 millions de recettes en plus grâce aux familles mais paradoxalement 1.65 millions en moins sur la ligne transport / hébergement et animations sportives : où va donc aller cet argent ? A qui vont profiter ces millions ? Doit-on de nouveau rappeler l'article 1 des statuts de l'UNSS ? Cette année encore, les documents sont complexes et il est difficile de s'y retrouver. Visiblement, le choc de simplification n'a pas cours à l'UNSS.

2023 :2024 a vu moins de rencontres à tous les niveaux alors même que les licencié·es ont payé autant eux ! Cela fait un an et demie que nous dénonçons l'accord cadre transport, mis en place pour rappel sans passer par l'aval des instances, rien ne se passe ! La DN UNSS joue la montre mais pourquoi ?

En ce qui concerne le règlement fédéral, les décisions ne se prennent malheureusement pas à l'aune des problématiques sportives de l'UNSS et des AS mais bien au regard des économies qui peuvent être réalisées sur le dos des AS et des licencié·es !

A cela, vont s'ajouter le choc des savoirs et la mise en place des groupes de besoin. Ici et là, certain·es chef·fes d'établissement / président·es d'AS annoncent des changements d'organisation des journées avec une captation des pauses méridiennes, voire des mercredis après-midi afin de mettre en place les emplois du temps des classes.

Dans la même idée, nos collègues animateurs/animatrices d'AS sont soumis à de fortes pressions pour empêcher l'accompagnement des équipes sur les compétitions et rencontres. Et ne parlons pas, des collègues sollicité·es pour participer aux organisations, le chantage au RCD a été trop souvent utilisé !

Que faut-il de plus pour que chacun des administrateurs et administratrices de l'UNSS mesure le risque pour notre structure ? Le dispositif « 2 heures de sport en plus au collège », qui est pourtant loin de remplir ses objectifs, vous semble-t-il être la solution pour favoriser une jeunesse française plus sportive ? Alors même que nombre de sportifs /sportives de haut niveau sont passé·es par l'UNSS, comme notre directeur national, et que les JOP 2024 arrivent demain, quid de l'UNSS après les JOP ? Souhaite-t'on le démantèlement complet de l'UNSS ?

